

EMPREINTES

BULLETIN DE LIAISON N° 18

FEVRIER MARS 2017

EDITO

Vous avez dit « double nature » ?

Quand sait-on qu'un événement est historique ? Plus tard. ! Eh bien ! À la dernière réunion de la CE de l'Ugict, le 25 janvier, un représentant du *Collectif confédéral pour les élections professionnelles* est venu exposer les mesures prises accroître l'efficacité du travail syndical en la matière. En un mot, à tous les niveaux de structure, les organisations de la CGT, y compris les organisations spécifiques, s'adresseront à toutes les catégories de salariés, y compris les ICTAM. C'est une première : l'Ugict est reconnue hors de toute théorie, dans la pratique, comme « *organisation des cadres dans la Cgt ET outil que s'est donné la Cgt au plan confédéral pour promouvoir son influence et son organisation parmi les 4 millions de salariés que représentent les ingénieurs, cadres et techniciens* ». Espérons que cette démarche ne tardera pas à avoir des effets sur l'influence et le renforcement de toute la CGT.

Ça, c'était Alain Obadia en 1979. Aujourd'hui, c'est plus de 4 millions

André Jaéglé Président

Institut d'Histoire Sociale
UGICT-CGT Case 408
93516 Montreuil Cedex
lhs-ugict.cgt@laposte.net
Tel. : 01 55 82 83 40
Fax : 01 55 82 83 33



8ème ASSEMBLEE GENERALE

Montreuil x Le 2 février 2017

Rapport d'activité et PROPOSITIONS d'orientation présenté par Claude Chavrot

Parce qu'elle croit en son avenir, l'UGICT - CGT conserve les traces de son histoire dans la société

Tout d'abord, un grand merci pour votre participation aujourd'hui. Les nombreuses sollicitations en cette période de début d'année, expliquent le nombre important de camarades excusés.

(Compte-tenu des présents et des pouvoirs donnés par nombre de camarades excusés, nous pouvons engager notre travail et délibérer).

Un certain nombre de camarades se sont excusés et pour certains ont donné un pouvoir.

-Une pensée particulière pour Jocelyne GUIHEU, membre du bureau, qui doit consacrer toute son énergie à combattre la maladie. Nous assurons Jocelyne de toute notre amitié et espérons de tout cœur son retour proche parmi nous.

-Une camarade, membre de notre CA, Agnès BERTOMEU, nous a quittés au début de l'année 2016 ; Je vous propose d'observer une minute de silence en sa mémoire.

14 mois ont passé depuis notre 7ème Assemblée Générale, le 10 décembre 2015. Vous en trouverez le compte-rendu dans le dossier.

Notre Institut a maintenant près de 10 ans d'existence, depuis son Assemblée Générale constitutive, le 2 octobre 2008, prenant la suite du «collectif histoire de l'UGICT» créée en juin 2007.

Que de chemin parcouru depuis. Notre institut s'est structuré, renforcé et a mené plusieurs actions, toujours en lien avec l'actualité. Il nous faut maintenant élargir nos forces, en particulier vers des camarades jeunes et en activité. C'est en développant notre travail sur des thèmes liant histoire et actualité, en répondant aux sollicitations des organisations de l'UGICT que nous élargirons notre audience et démontrerons l'utilité pour notre mouvement syndical d'un institut comme le nôtre.

Je rappellerai ce qu'André indiquait lors de l'une de nos AG : « notre Institut n'a de raisons d'être que s'il se montre capable de gérer un matériau historique que nul ne pourra gérer à notre place et qui sera irremplaçable. Et mettre ce matériau à la disposition d'équipes de recherche est la condition de son développement ».

EMPREINTES

Cette intervention se propose donc d'examiner notre activité en 2016 et de soumettre au débat des propositions de pistes de travail pour 2017.

2016 a été une année importante pour notre institut avec :

-L'engagement dans un travail de numérisation des archives ;
-L'engagement d'un travail autour de deux thèmes :

- + Le travail social ;
- + La désindustrialisation et les luttes qui ont été développées autour. Ce dernier thème fera l'objet de la conférence débat qui suivra notre AG.

2017 sera une année importante en termes d'échéances électorales avec les élections présidentielle et législatives, qui auront un impact sur l'activité de nos organisations syndicales.

Ce sera aussi la phase active de la préparation du 18^{ème} congrès de l'UGICT qui devrait se tenir à Perpignan du 29 mai au 1^{er} juin 2018 (après validation par le CN de l'UGICT fin mars).

André et d'autres camarades de bureau pourront compléter cette intervention en revenant sur les points qu'ils ont la responsabilité d'animer.

Mais une petite précision avant d'entrer dans le vif du sujet. Notre CA a décidé de tenir notre AG en début d'année afin de ne pas avoir une vision trop éloignée de notre activité sur l'année précédente. C'est pour cela que nous avons retardé la tenue de la présente AG de deux mois.

Cette intervention se structurera autour de 4 axes :

- Les orientations de notre AG en décembre 2015 et les points forts de notre activité en 2016 ;
- Des pistes pour nos orientations en 2017 ;
- La vie de notre institut et son renforcement ;
- Des thèmes de travail proposés à la réflexion.

1. Les orientations de l'AG 2015 et les points forts de notre activité en 2016:

Les actions engagées :

Numérisation des archives de l'UGICT:

Nous avons engagé un travail avec la société GAMMA afin :

- De déterminer un mode opératoire
- De nous équiper en matériel (serveur, qui est actuellement hébergé chez GAMMA) et logiciels afin de pouvoir constituer une base documentaire accessible ;
- D'engager des travaux de numérisation :
- Collection (partielle) de Cadres info ;
- Engagement de la numérisation des documents de différents congrès de l'UGICT (plusieurs boîtes déjà réalisées) avec un planning de travail.
- Cela a nécessité de travailler à une méthode de travail afin de préparer le travail de numérisation effectué par GAMMA pour limiter les manipulations de documents (qui représentent du temps, donc facturé).

Travail social :

- Constitution d'un groupe de travail ;
- Tenue d'une journée de travail le 25 mars 2016 à laquelle ont participé une quinzaine de camarade et qui a permis de riches échanges.
- Travail de recherche d'archives ;
- Réactivation du groupe au retour de Jocelyne.

Les luttes contre la désindustrialisation :

- Constitution d'un groupe de travail ;
- Engagement d'un travail de recherche, notamment dans les archives de l'UGICT ;
- Participation aux assises CGT pour l'industrie le 22 février prochain ;
- Pouvoir présenter le résultat de notre travail au 18^{ème} congrès de l'UGICT.

Réponses à des sollicitations :

- Participation à la conférence départementale de la CD 75 ;
- Rencontre avec les IHS Mines Energie et Métaux sur des perspectives de travail en commun ;
- Rencontre avec le syndicat des médecins du travail et la fédération des professionnels de la vente.

2. Des pistes pour des orientations de travail en 2017 :

Poursuite des actions engagées :

Formation continue: reprise du travail sur « 50 ans de luttes pour le droit à la formation continue », qui a occupé une place importante et structuré l'activité de l'institut durant deux ans.

Une journée d'étude s'était tenue le 22 mai 2013. Malgré une petite participation, l'intérêt des contributions des intervenants et la densité des échanges marqué cette journée. Un numéro spécial de nos « cahiers d'Histoire » en rendant compte est paru Reste à voir quelles suites nous donnons au travail engagé afin de montrer aux militants d'aujourd'hui tout l'enjeu des questions de la formation tout au long de la vie, comme des questions revendicatives à part entière.

EMPREINTES

Travail social - reprise du travail engagé :

- Diffusion du compte-rendu des échanges de la journée du 25 mars ;
- Recueil de témoignages ;
- Etc...
- Besoin d'engager un travail sur les professionnels de santé.

Les trajectoires syndicales : je rappellerai ce qui avait été évoqué lors de nos dernières AG :

- Une première Phase de mise au propre des informations recueillies lors de congrès de l'UGICT et qui a été réalisée par André (ce qui représente un très gros travail). Notre Conseil Scientifique, consulté sur les suites à donner à ce travail, avait estimé qu'il nous fallait retravailler et compléter le questionnaire afin que nous ayons des témoignages plus complets sur tous les aspects pouvant influencer sur la vie et l'activité d'un militant, au-delà de sa seule activité syndicale.
- Ainsi, il nous reprendre ce travail et passer à une seconde phase:
 - * Revoir les camarades déjà interviewés pour compléter la connaissance de leur parcours ;
 - * Elargir le nombre de camarades rencontrés ;
 - * Réaliser d'autres interviews filmées ;
 - * Réfléchir à quelle utilisation des données recueillies (livre, film,...).

Dans le cadre du 18ème congrès de l'UGICT :

- Les luttes contre la désindustrialisation à partir du travail que nous nous proposons d'engager ;
- Retour historique sur les revendications spécifiques : droit à la déconnection, forfaits jours, statut cadres, travail salarié et mère-enfant. (cf dernière CE de l'UGICT avec une sollicitation directe de notre institut).

La poursuite du travail sur les archives de l'UGICT :

Il est déjà lié à la recherche par l'UGICT, d'espaces supplémentaires, d'autant que nous sommes sollicités pour accueillir des fonds d'archives de camarades ou d'organisations de l'UGICT. Le travail de répertorisation est à poursuivre en élargissant le nombre de camarades impliqués dans ce travail.

Le travail de numérisation, a été engagé avec la société Gamma :

André développera sur cette question. Plusieurs actions ont été engagées :

- La numérisation de la collection de cadres infos ;
- La numérisation des archives de René LEFORT, dirigeant National de l'UGICT et de la CGT RATP a été engagée. Pour cela, un financement de 3000€ sur 3 ans a été obtenu de la Mairie de Paris.
- Nous avons également pour projet de poursuivre le travail engagé sur la numérisation des documents relatifs aux différents congrès de l'UGICT. Un dossier de demande de financement a été déposé auprès de la région Ile de France.
- A été également engagé avec GAMMA la mise en place d'une base de données des documents numérisés. Il nous faut maintenant arriver à rendre opérationnelle cette base.

Le livre de Gérard qui est sorti pour le 17ème congrès de l'UGICT au mois de mai 2014 est toujours d'actualité et constitue un outil pour la formation syndicale. Nous travaillons à sa promotion et proposons à l'UGICT et à ses organisations d'être un des supports à des initiatives statutaires, de débat ou de formation syndicale.

3. La vie de notre institut et son renforcement:

Le renforcement de l'Institut :

- Le bureau et le CA propose que notre AG consacre une partie de sa réflexion à son renforcement en adhérents et de son travail collectif Les orientations mises en œuvre en 2016, les échéances à venir,

notamment le 18ème congrès de l'UGICT doivent nous amener à redimensionner notre activité. Quelles dispositions concrètes mettre en œuvre pour cela ?

- Un plan de suivi des cotisations mais aussi des liens avec les organisations adhérentes a été élaboré ; Un travail de relance par courrier papier s'est traduit par un nombre non négligeable de retour de ré-adhésions.
- Nous en sommes aujourd'hui à 47 adhérents individuels et 24 collectifs (11 CD et UD, CR, 13 UF et FD).

La gestion financière de l'institut :

- Un travail important a été réalisé pour une gestion financière en temps réel et rationalisée.
- Des investissements importants ont été réalisés en 2016, nous obligeant à une réflexion prospective sur nos finances.
- Il nous faudrait réfléchir à la recherche de financements complémentaires.

La communication :

- C'est la volonté d'établir un lien régulier avec nos adhérents, avec un bulletin mensuel, qui se nomme « EMPREINTES ». Il est essentiellement diffusé par voie électronique et est sur le site internet de l'UGICT. Nous en sommes actuellement au N°17. Notre bureau, en lien avec le secteur communication de l'UGICT, se propose de développer ce bulletin sous une nouvelle forme. Je propose que Julien développe ce point.

EMPREINTES

- En lien avec Empreintes, notre présence sur le site de l'UGICT : nous nous efforçons de communiquer aux camarades en charge du site, nos publications. Engagement d'un travail sur la mise en œuvre d'un blog de notre IHS.
- Les cahiers d'histoire : Nous avons beaucoup de mal à assurer une sortie régulière. Nous aurions peut-être besoin de structurer un petit collectif avec des camarades du bureau et du CA autour de cette activité.
- Notre travail de promotion : avec le besoin de revoir notre plaquette sous une forme imprimée.

Notre présence active lors des congrès de l'UGICT ou d'initiatives d'organisations relève de cette démarche

Participation à l'activité de l'IHS-CGT :
auquel notre institut est adhérent

- Participation aux diverses conférences, initiatives, colloques et journées d'études, comme le colloque qui s'est tenu fin novembre 2016 sur « la CGT à l'épreuve des crises ».
- Nous avons participé aux journées d'étude des Instituts en mai 2016. ou André a pu présenter le travail que nous engageons sur la numérisation des archives. Nous avons participé à l'assemblée générale de l'IHS-CGT le 10 mai 2016. André y a été réélu à son CA.

Le conseil Scientifique : ne s'est pas réuni depuis notre dernière AG.

Les sollicitations :

Notre institut répond aux sollicitations d'organisations de l'UGICT à l'occasion d'initiatives ou d'actions de formation.

D'ores et déjà, nous sommes engagés dans des coopérations :

Avec nos camarades de l'UFICT Mines-Energies qui sont engagé dans la célébration des 4 X 20 ans de leur organisation :

- Réalisation d'un film qui sera projeté lors du congrès de la FNME en avril.
- Organisation d'un rassemblement festif fin juin, à Lyon (là où a été décidée la création du GNC, lors d'un congrès de la fédération de l'éclairage en 1937).
- Organisation d'un colloque en octobre 2017 Les thèmes pourraient être :
 - * Pourquoi le choix d'une organisation spécifique aux ICTAM, par la CGT ?
 - * L'évolution de la place de l'encadrement dans les processus de décisions au sein des entreprises
 - * L'évolution de la « classe ouvrière » et de la notion de « classe ouvrière »
- Avec nos camarades de l'IHS de la métallurgie qui souhaitent développer un travail autour de Pierre-Louis MARGER, qui a créé le SNCIM et été également un dirigeant de l'UGICT.

4. Des pistes pour des orientations de travail :

- D'autres thèmes de travail avaient été soumis au débat de nos dernières AG :
 - * Les enseignants, la CGT et l'UGICT : après la décision de désaffiliation de l'UNSEN, il paraît nécessaire de revenir sur l'enjeu, pour la CGT, de la syndicalisation des enseignants, et plus largement, des personnels de l'éducation;

- * Les ICT, la santé et la protection sociale Les coordinations : à la fin des années 80, la création de coordinations, au départ sur des bases professionnelles et catégorielles, a interpellé la CGT et l'UGICT sur leur abord et l'activité vers certaines catégories de salariés.

- * Etc...

La liste des thèmes proposés n'était pas limitative. Mais notre bureau avait proposé de s'intéresser plus particulièrement :

- Au développement du syndicalisme cadre dans les professions de santé et d'action sociale : le syndicalisme dans ces secteurs nous paraît révélateur des problèmes que le syndicalisme spécifique a eu et a encore à résoudre, d'où l'intérêt de revenir sur son histoire. La période actuelle avec les attaques contre l'universalité de notre protection sociale placent les salariés de ces secteurs dans des conditions de plus en plus compliquée pour accomplir leurs missions. L'histoire de notre syndicalisme dans les secteurs de la santé et de la protection sociale peut —être une aide précieuse pour nos camarades une aide précieuse à leur réflexion et à leur action. Ce travail, mis en sommeil du fait de l'indisponibilité des camarades l'animant, va pouvoir reprendre.
- De poursuivre le travail sur l'histoire de ce qu'on appelle aujourd'hui « la formation tout au long de la vie » (qui a joué un rôle particulier l'affirmation de la spécificité du syndicalisme cadre) : le besoin de formation, les rôles de l'Éducation nationale, de la formation professionnelle, des modes de formation, notamment celle des adultes, leurs évolutions respectives, qui ont fait l'objet de discussions-confrontations des « partenaires sociaux » et rendu indispensable une Loi.

EMPREINTES

Nous souhaitons mettre au jour la prise en charge de ces préoccupations par le mouvement syndical dès avant l'intervention spécifique de l'UGICT dans ce domaine, en 1965. Après notre journée d'étude du 22 mai 2013, quelles suites donner à cette initiative ?

5. Pour conclure.

Nous avons continué à avancer en termes d'activité collective, qui reste cependant encore trop centrée autour des camarades du bureau. Nous avons du mal à élargir au niveau de notre CA.

Il nous faut franchir une nouvelle étape

significative dans le développement de notre Institut tant en terme de nombre adhérents qu'en termes d'initiatives propres. Notre présence aux congrès de l'UGICT à Vichy et à Dijon, les contacts, que nous y avons eu ont montré un intérêt certain pour l'activité que développe notre Institut. Le 18ème congrès à Perpignan du 29 mai au 1er juin 2017, doit permettre d'approfondir ce travail de liens tissés avec nombre d'organisations.

Le 10 décembre 2015, pour terminer, je vous invitais à méditer cette citation sous-titrant un film de Olivier AZAM et Daniel MERMET, « Howard ZINN, une histoire populaire américaine »,

Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, ce seront les chasseurs qui raconteront l'histoire !

Comme un camarade le soulignait lors de notre précédente assemblée, les enjeux sont forts et nous avons toutes les raisons de ne pas nous laisser déposséder de notre histoire, si nous ne voulons pas qu'elle soit déformée et que d'autres se l'approprient à leur propre profit.

Rapport de trésorerie présenté par Micheline Laroze, trésorière

Chers Amis,

La décision de notre bureau de l'I.H.S. U.G.I.C.T. de présenter les comptes de l'année précédente en début de chaque année me conduit :

A vous confirmer les grandes tendances des comptes 2015 qui vous avaient été communiquées lors l'Assemblée Générale du 10 décembre 2015,

A vous commenter les comptes 2016 pour lesquels vous avez en mains : le compte d'exploitation et la représentation graphique de ses éléments.

Les COMPTES de 2016

Les ressources totalisent 9 840 €

Ce chiffre se décompose essentiellement en 2 postes : les cotisations des adhérents et les subventions.

Les cotisations représentent 2 420 euros soit 61 adhésions réparties en 24 pour les organisations de l'U.G.I.C.T.-C.G.T et 37 adhésions individuelles.

Les subventions proviennent de l'U.G.I.C.T. et de la Ville de Paris qui, rappelez-vous, nous a versé 3 000€ les deux dernières années pour le traitement des archives de René Lefort et, nous espérons pouvoir compter sur le même versement en 2017.

Les dépenses se montent à 8 028.02 €

Selon nos projets nous avons fait l'achat d'un serveur d'une valeur de 12 000.02 €, montant du devis signé avec l'entreprise GAMMA. Ce montant comprend le serveur proprement dit mais aussi le logiciel de gestion des archives qui représente les trois quarts du coût total. En terme comptable, il s'agit d'un investissement amortissable sur 5 ans. Nous devons donc considérer la durée dans le temps et également la dépréciation durant la période de vie de notre investissement.

EMPREINTES

En comptabilité cela s'appelle « la dotation aux amortissements » < ; il s'agit d'un calcul tenant compte des éléments cités plus haut, c'est ainsi que nous avons déboursé en 2016: 9 377.12 €.

Il nous reste une dette de 3 125 .70 €. Mais le compte d'exploitation ne va faire apparaître qu'un 5ème de l'investissement total, soit 2 500.56 € inscrits sur la ligne « dotation aux amortissements ».

Le second poste important est celui des factures des Services Extérieurs pour 4 192.80 €.

Elles représentent des services rendus par le centre GAMMA, fournisseur du serveur, et concernent son entretien, son hébergement, et la dématérialisation. La première partie est fixe (abonnement trimestriel), la deuxième partie (dématérialisation) est proportionnelle au volume d'archives traitées.

Avec la décision d'achat de ce serveur, nous pouvons dire que l'I.H.S. U.G.I.C.T. a fait un grand pas dans le début de la dématérialisation des archives et nous pouvons passer à la partie active de la mission de notre I.H.S. définie par son objet social :

« la collecte et le traitement d'informations et de documents de toute nature se rattachant à l'histoire sociale française et internationale (et plus particulièrement à l'histoire du syndicalisme parmi les ingénieurs et cadres, les techniciens et agents de maîtrise) et leur exploitation à des fins de formation et de recherche historique »

J'en terminerai donc avec l'explication des comptes 2016 en vous remerciant de votre attention et dans l'attente de vos remarques et commentaires, je suis à votre disposition.

CONTRIBUTION

Contribution de Gérard Alezard, ancien secrétaire confédéral

L'UGICT : Industrie, luttes syndicales et spécificité.

Thèmes et propositions pour contribuer à la préparation du Congrès de l'UGICT

Pour ce retour sur images des luttes pour l'industrie durant cinq décennies, le passé va rencontrer le présent.

Ce travail de recherche est en parfaite adéquation avec les orientations et les campagnes de la CGT et de l'Ugict (Cf. dossier Options de janvier 2017 et les « assises nationales de l'industrie » organisées par la CGT du 22 février).

L'ambition est de mettre en évidence l'expression et la nature de la spécificité du syndicalisme de l'Ugict. Cette recherche est d'autant plus fondée que l'industrie est sur le devant de la scène économique, sociale et politique. Longtemps considérée comme un concept ringard, dépassé, entre « gros mot » et « archaïsme », la politique industrielle est de retour, du moins dans les discours... Encore faut il prendre garde aux solutions « Canada dry » émanant « d'hommes en blanc » qui, comme toujours, au chevet de l'industrie, nous prédisent un avenir en rose pour autant que l'on suive leurs ordonnances.

Une certitude, ni la CGT ni l'Ugict ne découvrent l'industrie d'aujourd'hui. Et précisément, de la même façon que les gouvernements successifs et le patronat sont condamnés par leurs résultats, la crédibilité de notre syndicalisme se fonde notamment sur une expérience accumulée durant des décennies de luttes multiples et riche de propositions et de mobilisation pour des alternatives aptes à gagner une efficacité économique et sociale.

Si un sujet peut illustrer la place et le rôle de l'Ugict dans la CGT, au sein du salariat et sur le terrain économique, c'est bien l'industrie. C'est sans doute une donnée du patrimoine Ugict, une dominante identitaire, « l'ADN » spécifique appliqué aux liens contestation et propositions, social et économique, particulier et solidaire, entreprises, branches et territoires, industrie, secteur public et recherche... et, autre élément originel, l'association du court et du long terme dans la réflexion comme dans l'activité de terrain. .../...

EMPREINTES

.../...

Evidemment, ce travail de recherche sera mis en relation avec cet environnement de « crises » qui ont jalonné et se sont ... durant la période considérée : de crise structurelle à crise systémique, économique, sociale et sociétale, crises des relations sociales, des missions publiques et du travail, crise d'un monde mutant de l'internationalisation à la mondialisation avec au centre le défi de l'Europe, passage de la révolution technologique à la révolution informationnelle.

Alors, il s'agira de répondre à la question suivante : **comment l'ugict a assumé, contribué, enrichi, innové la vocation et la ligne de la CGT sur ce terrain de l'industrie?** Pour cela, il serait nécessaire de lier chronologie et thématique à travers quelques séquences marquantes.

Les années 70

Cette séquence a été marquée en effet de centaines de luttes, dures, souvent longues, fréquemment avec occupation du lieu de travail, dont le contenu, sur la lancée de 68 traduit l'aspiration à vivre et à travailler autrement, à la dignité dans le travail, et dans une pratique de lutte fondée sur une recherche démocratique pour des propositions de politique industrielle. Ces conflits touchent l'entreprise, le groupe, la branche, le territoire, le national, et souvent concernent tout ou partie de ces éléments. La composante ICT y est importante, quantitativement et qualitativement

Nous étions face aux stratégies des Plans (Vème, VIème et VIIème) ; de « choc pétrolier » en « contrainte extérieure et en « redéploiement industriel », les politiques vont se conjuguer pour justifier les dispositifs de refroidissement, la lutte contre l'inflation au nom de la « nécessaire restauration de compétitivité » par l'austérité. Ce sera notamment « l'assainissement » de l'industrie par l'élimination des « canards boiteux » et l'abandon des « bijoux de famille ».

Des urgences vont s'afficher pour la CGT : réagir, défendre, faire échec aux réductions d'emploi et à la dégradation des conditions de travail, protéger l'appareil industriel et construire une industrie répondant aux besoins du pays. Tout cela ne se fera pas sans recherche, sans débat, ni sans retard d'analyse dans les organisations pour ap-

précier les mutations et leurs effets : état de l'industrie, bouleversement et destruction, pertes d'atouts et de compétences ... mais aussi recomposition et naissance et développement de certains domaines de production... dans un contexte de dilution du national dans l'international.

Chacun des conflits recèle une histoire revendicative, syndicale, sociale et démocratique. Certes, les différences sont bien réelles : de secteur industriel ou de région, de nature d'activités et de diversités du salariat, de conditions de mobilisation et de résultats arrachés. Mais ces expériences sont toutes emblématiques des capacités de combativité et d'engagement des travailleurs et exemplaires du rôle et de l'efficacité du syndicalisme dans cette période. « *Assemblées générales, comités de grève, imagination, cohésion, ingéniosité, audace, ténacité, endurance* »...

Il s'agirait alors d'apprécier la place des ICT dans ces luttes et le rôle de l'Ugict (perception et analyse sur les mutations de l'industrie, revendications et propositions, de la défense de l'emploi à un autre politique industrielle...). Il sera sans doute nécessaire de conjuguer le regard des orientations de congrès et les interventions de terrain, réponses immédiates et solutions alternatives. La multiplicité des conflits concernés doit permettre de dégager une ligne et une cohérence de spécificité (efficacité économique et sociale, financement et autre finalité du profit, place de l'encadrement, rapports aux besoins, droits d'interventions des salariés...)

La décennie 1980

Dans cette séquence, victoire de la gauche, gouvernement d'union sur un programme commun, qu'en a t il été de l'industrie, dans un contexte marqué de divergences, dans les organisations, parmi les militants tant sur l'analyse de la situation que sur les solutions.

Bien voir : un gouvernement d'union de la gauche avec des ministres communistes, un programme auquel la CGT a tout donné (jusqu'à son identité !). L'Ugict a là aussi tenu une place spécifique, notamment dans la conception et la gestion démocratique des nationalisations (voir en particulier les congrès de Versailles 71 et 74).

.../...

EMPREINTES

I - Il serait intéressant d'examiner cette période d'**apprentissage** pour passer de la proposition à la mise en œuvre des solutions préconisées, dans ce concept de « partenariat vigilant » avec le gouvernement. A cet égard, l'Ugict (avec les Unions fédérales et commissions départementales) a beaucoup fait en tant que syndicalisme spécifique parmi les ICT pour tenter de gagner leur mobilisation, et il y a sans doute une **recherche** à faire **secteur par secteur** notamment sur les nationalisations engagées à partir de 1982. A divers niveaux, national ou local, ce syndicalisme est allé jusqu'à négocier sur les contenus et sur les finalités de gestion, sur la nature, sur le statut de la nationalisation et sur la place et le rôle de l'encadrement. Des propositions ont été faites, non sans résultats pour des candidatures d'administrateurs (trices) voire même de directeurs dans le secteur bancaire.

Comment s'est situé l'UGICT et surtout les syndicats pour mobiliser les cadres ? N'y a-t-il pas eu, comme dans la CGT, une certaine illusion sur la dynamique « originelle » du statut de nationalisation au point de sous-estimer la place des salariés pour en établir une démocratisation de la gestion, conseils d'atelier ou de service ? Le travail de réflexion et d'élaboration de l'Ugict sur ces questions n'a-t-il pas été surtout vu comme l'intervention des syndicats et non des salariés sur les choix des entreprises ?

L'expérience des lois Auroux avec notamment le champ de contrôle économique des C.E. et la mise en place des groupes d'expression pourrait être également étudiée pour apprécier la place et les aspirations des ICT et le rôle des syndicats spécifiques.

II – Le **groupe de travail** devrait ainsi examiner à la fois les interventions et les initiatives des syndicats sur ces thèmes et aussi apprécier leurs limites, les obstacles, notamment par référence aux efforts de la direction nationale de l'Ugict, et aussi de la CGT, sur les critères de gestion, sur les droits d'intervention et sur les luttes dans les entreprises. « **Sur ce plan, le rôle des ICTAM est fondamental. La CGT, l'Ugict, doit être force de proposition sur cette question de la gestion et sur les financements** » soulignait A Obadia dans le magazine de l'Ugict, en droite ligne des congrès de Lyon en 1979 et de Nanterre en 1982.

Dans cette période, beaucoup d'initiatives ont été prises par exemple sur les industries nouvelles, informatique, robotique et filières électroniques (n° 8 Spécial Options) où s'affichent transversalement l'urgence et la dimension de la démocratie à l'entreprise, expression des salariés et dépassement des clivages entre conception et fabrication, entre gestion et production.

III – Evidemment, il serait opportun d'appréhender le rapport Ugict-industrie dans ce contexte d'atermolements, de « pause », de reniement et d'abandon du gouvernement dès 1983 (rapport Fabius et le ni ni devient privatisation via étatisation) avec les dégâts que l'on sait dans les différentes filières (charbonnages, sidérurgie, navale, textile, téléphonie, mécanique lourde...).

Cette situation était la vérification par défaut, combien l'enjeu des nationalisations portait sur la nécessité d'une politique industrielle permettant de reconstruire le système productif... Le IXème congrès de l'Ugict à Toulouse ne se limitait pas à la dénonciation de cette politique, mais posait alors avec force maintien et développement d'activités nouvelles, maîtrise nationale du potentiel industriel, contrat de modernisation portant sur les questions d'emploi, de formation et de conversion des salariés, contrôle des financements publics et ... place des ICT avec un droit d'expression et de propositions reconnu.... L'Ugict a d'ailleurs organisé de nombreux débats : ainsi d'un colloque sur le thème « technologie et revendications ».

IV – Les centres d'intérêt pour le groupe de travail sont donc multiples, qu'il s'agisse d'études, de travaux ou d'initiatives de l'Ugict et des luttes : ainsi des entreprises et des groupes comme Acrylique (M. Laroze), Thomson Angers (P. Isabey) ou Technip, Rhône-Poulenc, EDF et la bataille de la modernisation, Thomson Thalès (dont la bataille se poursuit aujourd'hui encore), l'association des organisations automobile et secteur bancaire et assurances, Degremont, Creusot Loire ... et beaucoup d'autres. Les matériaux (Options, congrès, Ufict, les CD et les entreprises), ... et les militants ou organisations ne manquent pas.

EMPREINTES

La déclinaison chronologie-thématique devrait permettre de suivre en même temps les évolutions sur les questions transversales, telle stratégie industrielle et ICT, emploi et travail, gestion et place spécifique des ICT, contestation et proposition, (pas l'une sans l'autre), revendications immédiates et alternatives de transformation, recherche et industrie, recherche publique et appliquée, science et numérique, neutre ou

pas neutre (voir les travaux de René Le Guen) et ... réformes au pas à pas et transformation (Cf. communication d'André Jaéglé au dernier colloque de l'IHS CGT)

G. Alezard

Février 2017

Compte rendu des débats et décisions

Présents : Gérard Alezard – Claude Chavrot – Jeanine Cohen – Annie Dosualdo – Vlady Ferrier – Julien Guérin – André Jaéglé – Micheline Laroze – Philippe Lattaud - Catherine Meyer – Alain Obadia – Michel Rondeau – Odette Waks. Excusée : Jocelyne Guiheu.

L'Assemblée Générale s'ouvre sous la présidence d'André Jaéglé.

L'ordre du jour est adopté.

° **Rapport d'activité et propositions d'orientations** : Ils sont présentés par Claude Chavrot (ci-joint).

- Auparavant, Claude fait état de l'absence de Jocelyne Guiheu qui doit se soigner, nous espérons de tout cœur son retour dès que possible parmi nous.

Durant l'année passée, notre amie et adhérente Agnès Bertomeu, du secteur Santé-Psychiatrie, membre du CA et auteur pour notre IHS Ugict d'un texte sur ce secteur et sa syndicalisation, nous a quittés. En hommage, nous observons à sa mémoire une minute de silence.

- Après la présentation du rapport, s'ouvre un court débat :

° point d'information de Julien Guérin sur les modifications en cours d'Empreintes : nous sommes tributaires du changement informatique à l'Ugict . Nous devrions prochainement pouvoir bénéficier de l'ouverture d'un Blog qui nous permettra de publier librement nos publications et contributions. Cet outil

permettra également à tous nos adhérents et au-delà d'y intervenir et d'échanger.

° sur le Travail Social (Annie Dosualdo), une suite à la J.E. du 25 mars 2016 est prévue mais est pour l'instant en « stand-by ». Gérard Alezard préconise d'ajouter un examen des luttes des inspecteurs du Travail ; André Jaéglé y ajoute les médecins du Travail et note que, dans la dernière CE de l'Ugict, est intervenu un délégué de la Confédération (Frédéric Biraben), du collectif sur les élections professionnelles, signe nouveau d'intérêt pour le « Spécifique » : cette idée a mûri, avec en arrière-plan la revendication d'un statut-cadre.

° concernant le travail de numérisation de nos archives, nos avancées doivent composer avec les aspects organisationnels de ce travail : « GammaGed » (gestion électronique de document par Gamma) ; « renommage » des « archives au fil de l'eau » suivant l'arborescence Ugict ; mise en forme et mise à disposition, notamment sur ressource Ugict et Confédération, des « trajectoires » que nous avons déjà établies, recherche de nou-

velles à établir pour garder traces de luttes (ex. Vallourec...) ; Claude Chavrot se félicite de l'utilité directe de nos avancées pour des luttes actuelles (statut-cadre, droit à la déconnection, forfaits-jours, vie de Mère...).

° Philippe Lattaud (Ufict Mines Energie) note l'importance de relier toutes les « Histoires particulières » du syndicalisme par leur fil conducteur dans la durée, car il y a chez les militants risque de rupture dans la passation des savoirs : alors qu'aujourd'hui, dans notre secteur d'activité, 60 à 70% des travailleurs sont des ICT, on note pourtant une moindre revendication de la « spécificité » :

montrer pourquoi on a besoin de cette notion. Le film actuel de témoignages « Pourquoi a-t-on besoin de la CGT ? » permet de rappeler les luttes passées.

Le rapport d'activité et d'orientations est VOTE à l'unanimité.

° **Rapport financier** : il est présenté par Micheline Laroze (ci-joint) et VOTE à l'unanimité.

EMPREINTES

Renouvellement du CA : Nous souhaitons établir autant que possible des formes de travail à distance avec les camarades intéressés par le travail de l'IHS Ugict mais qui s'en trouvent actuellement empêchés ; d'autre part, en attendant d'avoir réellement trouvé « un camarade du Livre », comme il est indiqué sur le doc 4 (liste de candidatures au CA 2017), nous supprimons cette mention et passons au Vote : Les 18 candidats sont tous ELUS à l'unanimité (ci-joint)

L'AG proprement dite est close.

Elle est suivie par la présentation par **Gérard ALEZARD** d'une courte conférence sur « **La désindustrialisation et les batailles syndicales et sociales contre les fermetures d'entreprises** », ci-joint), après laquelle s'ouvrira un court débat.

Débat

A l'appui du développement de Gérard concernant la gestion, Alain Obadia rappelle qu'alors que l'Ugict recevait l'accord de la Direction Confédérale et même des cadres, elle s'est en revanche heurtée à certaines incompréhensions à la base : par exemple, dans la Recherche, il y a eu des réticences contre les coopérations Recherche-Industrie, alors que cela dépasse le simple « pilotage par l'aval » que des gouvernements précédents avaient voulu imposer, et que plus généralement il faut reprendre la question « Industrie-Education ».

Julien Guérin : Quand on a fait pour l'IHS Ugict la présente recherche des luttes passées sur *Cadres Infos* (doc 5), on a mis au jour ces questions. Dans la Région Nord, on a dû s'opposer au discours de la « ringardisation » de l'industrie. Lors d'une visite de René Le Guen, nous avons débattu des nouveaux usages du charbon. Sur le contrôle démocratique de l'entreprise, l'impulsion de la production française – la défense du machinisme agricole..., les adhérents Ugict ont joué un rôle très important.

Michel Rondeau : les questions « ouvriéristes » se sont inévitablement posées, mais on a progressé et aujourd'hui, on rencontre les attentes majoritaires : initiatives, convergences SNCF, Electricité, Téléphonie... Conjuguer emplois, qualifications, Recherche ; coopérations internationales (Aéronautique).

Philippe Lattaud : Le réexamen de l'Histoire nous fait mieux comprendre les questions d'aujourd'hui. Ainsi du débat sur le lien des travailleurs et de leur(s) syndicat(s) avec l'entreprise : il est éclairant de relever le changement de nom du CNPF (« Patronat »), remplacé par MEDEF (« Entreprises »), ce qui est évidemment abusif : de quel droit le Patronat s'en arroge-t-il l'exclusivité ?

Annie Dosualdo indique que la focalisation sur « la désindustrialisation » ne s'applique qu'à notre collecte en cours sur la mémoire des luttes concernant cette question, en vue

de la mettre à disposition de tous, notamment de l'UGICT, d'ici le prochain Congrès de cette dernière. Notre présentation pourra être faite de telle manière qu'en aucun cas il ne puisse y avoir d'interprétation fataliste.

Gérard Alezard dans sa **réponse** note que, de fait, il y a eu une curieuse « conjonction », le Patronat (discours d'Y. Gattaz) prônant de ne pas toucher à « ses » entreprises, les Camarades réticents de « ne pas mettre la main dans cet engrenage », cette « entreprise » qui est notre adversaire.

Les Lois Auroux, les Groupes d'expression, ont été vite récupérés par le patronat, tandis qu'en face s'exprimaient des critiques sur « la récupération inévitable ». S'y est ajoutée une certaine méfiance anti-cadres – qui existe toujours. Pourtant, dans le même temps, l'élargissement des préoccupations syndicales était notable : Au Congrès de Toulouse, Micheline Laroze expliquait que les syndicalistes étaient allés au Parlement européen au sujet de l'acrylique ; Pierre Isabey proposait une conversion à Angers, des propositions étaient présentées en robotique, sur des prototypes (CGE)... La question de la démocratie à l'entreprise était posée par l'UGICT.

Le débat se clôt par un **apéritif fraternel, offert par la Direction de l'UGICT.**

Compte rendu réalisé par Janine Cohen

Conseil d'administration élu par l'AG

ALEZARD Gérard ; BRUANT-ZORNETTE Annie ; CHAVROT Claude ; CHEVÉ Henri ; COHEN Jeanine ; DAUBA Michel ; DOSUALDO Annie ; GUÉRIN Julien ; GUIHEU Jocelyne ; JAEGLE André ; LAROZE Micheline ; MARGALIDA Charles ; MEYER Catherine ; MICHEL Annie ; OBADIA Alain ; RONDEAU Michel ; SALKOWSKY Gérard ; WAKS Odette



Bureau élu par l'AG

JAEGLE André : Président, SALKOWSKY Gérard : Président Délégué, CHAVROT Claude : Secrétaire Général, LAROZE Micheline : Trésorière, WAKS Odette : Trésorière Adjointe, COHEN Jeanine ; GUÉRIN Julien ; GUIHEU Jocelyne ; RONDEAU Michel ; MICHEL Annie ; DOSUALDO Annie